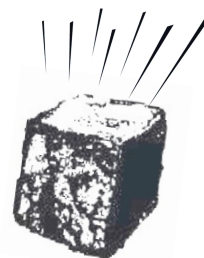


LE PAVÉ DE PANAME

NOUVEAUX MINISTRES, NOUVELLE DIRECTRICE GÉNÉRALE, CIRCULEZ, Y'A RIEN À VOIR !

La nouvelle directrice générale des Finances Publiques, Amélie VERDIER (oui, oui, celle qui a soutenu CAHUZAC, notamment en diffamant l'un de nos collègues; oui, oui, celle qui a fermé des centaines de lits dans les hôpitaux franciliens lorsqu'elle était à la tête de l'ARS) a donc pris la suite de Jérôme FOURNEL à la tête de la DGFIP. Sa première tâche sera donc de mener à terme les négociations indemnitaires.



Mais, celle qui a tant vanté dans son message à tous les agent.es les belles possibilités de carrière qu'offrait autrefois la DGFIP en racontant émue aux larmes l'histoire de son père, a déjà oublié de mettre en adéquation ses paroles et ses actes. En effet, rien de plus que les 6+4 points d'ACF Fournel en guise de réévaluation de notre régime indemnitaire sur 2024 et 2025, soit 41,50 € l'année prochaine. Monsieur Papa se serait-il contenté d'une aumône aussi insultante ?



C'est pour protester contre cette macronie injuste que le monde du travail s'est mis en grève et en manifestation le 8 mars pour l'égalité femme/homme. Dans toute la France, les rassemblements ont été plus importants que jamais.

Et c'est aussi pour faire reconnaître leurs droits, notamment un salaire réellement augmenté et leur statut, que les fonctionnaires se sont massivement mis en grève le 19 mars (notamment près de 18 % des agent.es de la DRFIP). Ces revendications sont légitimes, ce n'est pas à nous de payer les 10 milliards d'économies de LE MAIRE. De l'argent, il y en a, notamment pour la guerre et les actionnaires. C'est à celles et ceux qui créent la richesse (les premiers de corvée oubliés depuis 2020 et les fonctionnaires depuis plus de 20 ans) de recevoir enfin leur dû.

L'heure est toujours à la mobilisation et à la vigilance, notamment pendant les jeux olympiques et paralympiques, pour que cette période ne soit pas, comme le fut celle de la COVID, un nouveau moyen pour nos gouvernants d'attaquer les droits des salarié.es et amoindrir l'offre de service public.

MÉTRO, BOULOT, J.O

Les organisations syndicales ont enfin été conviées à une réunion pour évoquer l'organisation des services de la DRFIP dans le cadre des JOP. À ce stade, quelques informations nous ont été confiées dont voici les principales :

- les congés seront accordés dans les mêmes conditions que les autres années
- les agent.es seront « fortement incité.es » à se mettre en télétravail, 5 jours sur 5 du 22/07 au 11/08 et 4 jours sur 5 du 01/07 au 21/07 et du 12/08 au 09/09
- l'accueil se fera uniquement sur rendez-vous du 15/07 au 09/09 et seulement les lundi, mercredi et vendredi, sauf dans les trésoreries de Paganini qui ne feront aucun accueil durant la période.
- l'accueil téléphonique « à la volée » sera ouvert de 9h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00
- l'APRDV téléphonique sera assuré de 13h30 à 16h30 dans les services, sauf les trésoreries amendes où il sera assuré de 9h30 à 12h45 et de 13h30 à 16h30 pour compenser l'absence d'accueil physique.

Pour les collègues en présentiel, la direction a proposé de simplement permettre arrivée et départ sur les plages fixes, charge à eux de compenser le temps manquant. La CGT s'est offusquée de cette proposition et a demandé la mise en place de la journée banalisée, à savoir : arrivée entre 7h et 9h30 et départ après une journée continue de 6 heures, entre 13h et 15h30. En attente de la réponse...



La DRFIP Parisienne est doré et déjà championne des suppressions de postes avec 2/3 des suppressions nationales

JEUX, CET ET MATHS

Les agents pourront ajouter jusqu'à 20 jours sur leur CET au titre de l'année 2024, en lieu et place du plafond usuel de 10 jours. Toujours à titre exceptionnel, le nombre maximum de jours « stockables » sur le CET passera de 60 à 70 jours. Et lorsque le nombre de jours épargnés dépassera 60 jours au terme de 2023, il pourra être augmenté de 10 jours. Il s'agit là d'un dispositif dérogatoire, similaire aux mécanismes déployés en 2020 lors de l'épidémie de Covid-19. De là à voir les Jeux Olympiques comme une pandémie...

UN 8 MARS HISTORIQUE

Ce vendredi 8 mars, 200 000 personnes, selon un décompte partiel, ont participé aux plus de 200 manifestations et rassemblements prévus sur tout le territoire.

"Cette journée massive de mobilisation, fortement marquée par la présence de la jeunesse, a permis de mettre au centre la question de l'égalité entre les femmes et les hommes, que ce soit au travail, dans la vie et dans la société".

À Paris, la manifestation a rassemblé plus de 100 000 manifestant.es.

Le 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes pour gagner l'égalité salariale et la reconnaissance professionnelle qui sont garantes de l'indépendance économique des femmes. La CGT continuera de mettre à l'ordre du jour l'égalité dans toutes les négociations, de gagner partout des négociations égalité femmes-hommes et œuvrera pour obtenir une transposition de la directive transparence salariale de haut niveau.

#UN
JOUR
SANS
NOUS

SPL SONNANT ET TRÉBUCHANT

La DRFiP 75 assure la gestion financière et comptable de la région la plus riche de France. Pour autant, elle sera la seule DRFiP privée d'une entité spécifique spécialisée dans la gestion de sa Région. C'est l'une des nombreuses aberrations résultant du plan de réorganisation du secteur public local par blocs fonctionnels, imposé manu militari par notre directrice.

Éclatement du service chargé des payes locales, dissolution du service région, alourdissement du recouvrement, élargissement des charges de la TP EPL, déménagement morcelé des services en charge des hôpitaux, service comptabilité dans l'incertitude avec le déploiement de l'application D2C, service accueil/ guichet une nouvelle fois ignoré, absence de clarification sur la responsabilité du comptable induite par les transferts, volet RH vide... Cette réorganisation se fait à marche forcée dans une structuration aux contours encore flous.

Depuis des années, le secteur public local sert de variable d'ajustement des services de direction. En conséquence, il souffre d'un lourd sous-effectif structurel. Malgré tout, le transfert des charges de la division des collectivités locales vers les TP CHS et EPL conduira à un nouvel appauvrissement de la première et une augmentation de l'effectif de ces dernières de tout juste 8 emplois (-26 pour + 18 et +16). Là encore, sans aucune explication sur son financement dans le contexte des suppressions d'emplois 2024 largement supportées par Paris. Agents préoccupés, ordonnateurs ignorés, missions dégradées, pertes de compétence programmées, taylorisation accrue. Peu importe. La DRFiP doit marquer son territoire.

L'important est que notre directrice puisse vendre son produit signature, les blocs fonctionnels, quelles qu'en soient les conséquences.



LA GALETTE !

En cette nouvelle année 2024, la DRFIP aurait attribué 20 euros par agent à chacun des chefs de service pour organiser des moments conviviaux. Quel est le sens du retour d'une tradition oubliée dans notre chère DRFIP alors que dans le même temps les suppressions d'emplois et les réorganisations de service s'enchaînent à un rythme effréné ! Si la Direction pense nous faire accepter toujours plus de boulot au quotidien en nous offrant une part de galette, elle pourrait tomber non sur une fève mais sur un os.

MEET THE NEW BOSS, SAME AS THE OLD BOSS

L'allocution vidéo sur Ulysse de notre nouvelle DG est ainsi intitulée « message aux agents d'Amélie Verdier ». On pourrait comprendre que nous sommes donc « ses » agents. Retour du droit divin, de la monarchie républicaine ? Sa majesté Verdier sera-t-elle bien bonne avec ses sujets ? Son expérience de directrice du cabinet Cahuzac n'est pas pour nous rassurer. A l'époque, elle s'était permise de persifler sur notre camarade Rémy Garnier, vérificateur persécuté par Bercy après un conflit avec... Cahuzac ! Sans parler de son passage au sein de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France, région classée premier désert médical de France ! De la même promotion qu'Emmanuel Macron à l'ENA, elle s'inscrira sans surprise dans la plus stricte orthodoxie néolibérale et elle orchestrera la nouvelle cure d'austérité qui se profile.

LA FOLIE TAYLORISTE PROMISE DANS LES SIP

Alors que nous alertons depuis tant d'années sur le sous-effectif d'agent.es dans les SIP et ses conséquences, les difficultés croissantes à assumer les missions qui sont les nôtres, la direction décide de la taylorisation des SIP en trois blocs fonctionnels.

Le projet de la direction repose sur trois principes fondamentaux : la parcellisation des tâches, la spécialisation des agent.es et un contrôle hiérarchique direct sur toutes les activités exercées.

Les conséquences sur les agent.e-s sont connues : aliénation et perte du sens au travail ! Fini la sectorisation. Fini le soutien technique du cadre A. Fini l'intérêt du métier.

La folie de ce projet est d'enfermer les agents dans des tâches strictement identifiées or, comme le disait Pascal, "*l'Homme est un pensant*", et non une simple machine exécutante. La folie de ce projet croire qu'il sera possible d'obtenir une adéquation entre les résultats et les résultats obtenus. La folie de ce projet se cache dans cet entêtement face à la souffrance de nos collègues, et tout cela, pour un infernal avec un management de contrôle permanent fixant des irréalisables.

Après avoir réduit les effectifs des SIP à peau de chagrin, la direction agents restants à une industrialisation et une caporalisation de grande Tout cela nous rappelle l'Affaire France Télécom et son cynique PDG Lombard ! C'est à un corps fatigué presque moribond par endroit que direction promet « cette transformation » à marche forcée. C'est un ténu que la DRFIP menace dans nos SIP (et désormais au SPL) par la place de blocs fonctionnels...



EDR : ENGAGEZ-VOUS !

Pétition, audiences, revendications, échanges de mél houleux.... Un fort mécontentement traverse l'Équipe Départementale de Renfort de la Direction Parisienne.

Si la goutte d'eau fut l'exclusion en fin d'année 2023 du bénéfice de la prime GMBI censée être accordée à tou-t-e-s les agent-e-s ayant participé à la campagne, les motifs de cette colère sont multiples : absence de revalorisation de la prime de renfort, exclusion du champ des frais de mission, affectations non conformes aux profils recensés, etc... Même l'accès aux sites de la Direction pose problème (remise et dépôt des badges d'accès, désactivations intempestives). Les EDR n'ont jamais été aussi indispensables aux services sinistrés et les demandes de soutien aussi exigeantes : le périmètre d'intervention a été étendu à tout Paris, les missions sont renouvelées tous les 2 mois, le champ des compétences s'est élargi.

Mais si le niveau des sollicitations est en forte augmentation, celui du pouvoir d'achat est en chute libre.

Et c'est là qu'est l'os et que notre belle administration, notre joyau, se prend les pieds dans le tapis : derrière les tapes sur l'épaule et les mots doux il n'y a rien.

Partis 110, ils sont aujourd'hui 90 à revendiquer, à l'instar de l'ensemble des agent-e-s de la DGFIP la reconnaissance de leur engagement dans le service public fiscal.

La CGT Finances publiques Paris se tient à leur disposition s'ils souhaitent prolonger et organiser leur lutte dans un cadre syndical : engagez-vous !

CGT Finances publiques Paris
6 rue St-Hyacinthe 75 001 Paris
cgt.drifp75@dgfip.finances.gouv.fr /
www.cgt dgfip75.org / 01 44 86 99 37